Le gouvernement a désapprouvé la récente décision des États-Unis d'Amérique de mettre fin au profit commercial dont dispose le pays en vertu de la Loi sur la croissance et les perspectives économiques en Afrique (AGOA).

Le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré la semaine dernière qu'il mettait fin aux avantages du Cameroun au titre du pacte AGOA sur la violation des droits de l'homme.

En réaction à cette décision, le ministre de la Communication, René Emmanuel Sadi, a déclaré qu'il était injuste d'accuser les forces de défense et de sécurité d'actes de violation des droits de l'homme, compte tenu des atrocités commises par des combattants séparatistes dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Pour sa part, le ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a déclaré que l'armée ne pouvait être accusée d'avoir commis des atrocités dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, compte tenu du travail qu'elle accomplit pour rétablir l'ordre.